



Samedi 22 janvier 2011

- Refusons les suppressions de postes
- Refusons le budget de pénurie de l'Éducation nationale !

La FCPE Île-de-France dénonce la politique de suppressions, massives et successives, de postes menée par le gouvernement qui concernera 16 000 postes au niveau national en 2011.

Avec **1 338 suppressions de postes programmées, notre région et nos 3 académies** sont parmi les plus affectées par cette logique comptable de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Ainsi, seront supprimés :

- 317 postes dans le premier degré (écoles maternelles et élémentaires),
- 946 dans le second degré (collèges et lycées)
- et 75 emplois administratifs (25 équivalents temps plein).

Académies	Premier degré	Second degré	Postes administratifs	ETP(*)
Créteil	120	426	25	8,33
Paris	77	27	25	8,33
Versailles	120	493	25	8,33
Total	317	946	75	25

(*)Equivalent temps plein

Un comble car, au niveau national, ce sont les Académies les plus en difficulté socialement et scolairement (Lille, Amiens ou Créteil) qui sont les plus touchées.

Classes surchargées, enfants de 3 ans et moins non scolarisés, suivi des élèves en difficulté (Rased) et remplacement des enseignants absents non assurés, éducation prioritaire au rabais, voies de formations supprimées (STI ou professionnelles)..... Les conséquences de cette politique sont désastreuses pour les conditions d'études des élèves et de travail des personnels du service public d'éducation.

Partiellement masqué en 2010 par la disparition de l'année de stage des nouveaux enseignants (réforme de la formation), l'effet de ces suppressions de postes sera d'autant plus ressenti. Comme le souligne le rapport de l'Observatoire des zones sensibles de décembre 2010, les effets de ces suppressions seront particulièrement ressentis dans les ZEP et zones sensibles, où la fracture urbaine s'aggrave.

Pour la FCPE Île de France, cette politique de suppression de postes, conjuguée aux réformes rétrogrades de ces dernières années (primaire, lycées, voie professionnelle...), constitue une remise en cause de l'école républicaine, publique, laïque et gratuite. Elle met en péril l'avenir de milliers d'enfants et de jeunes.

NON aux suppressions de postes dans l'éducation nationale.

**L'école n'est pas une charge à réduire
mais un investissement pour l'avenir de nos enfants et de notre pays.**

➔ La FCPE Île-de-France, avec le collectif «L'éducation est notre avenir», appelle les parents d'élèves FCPE à se mobiliser contre cette politique de casse de l'Éducation nationale.

➔ La FCPE Ile-de-France appelle les parents à participer nombreux à la journée nationale d'action

**Manifestation régionale Samedi 22 Janvier
14 h 30 au Luxembourg en direction du Ministère de l'Éducation nationale**

Suivez l'actualité de la FCPE Ile-de-France : <http://www.fcpe-idf.fr>
Comité régional des conseils départementaux FCPE : 75, 77, 78, 91, 92, 93,94,95